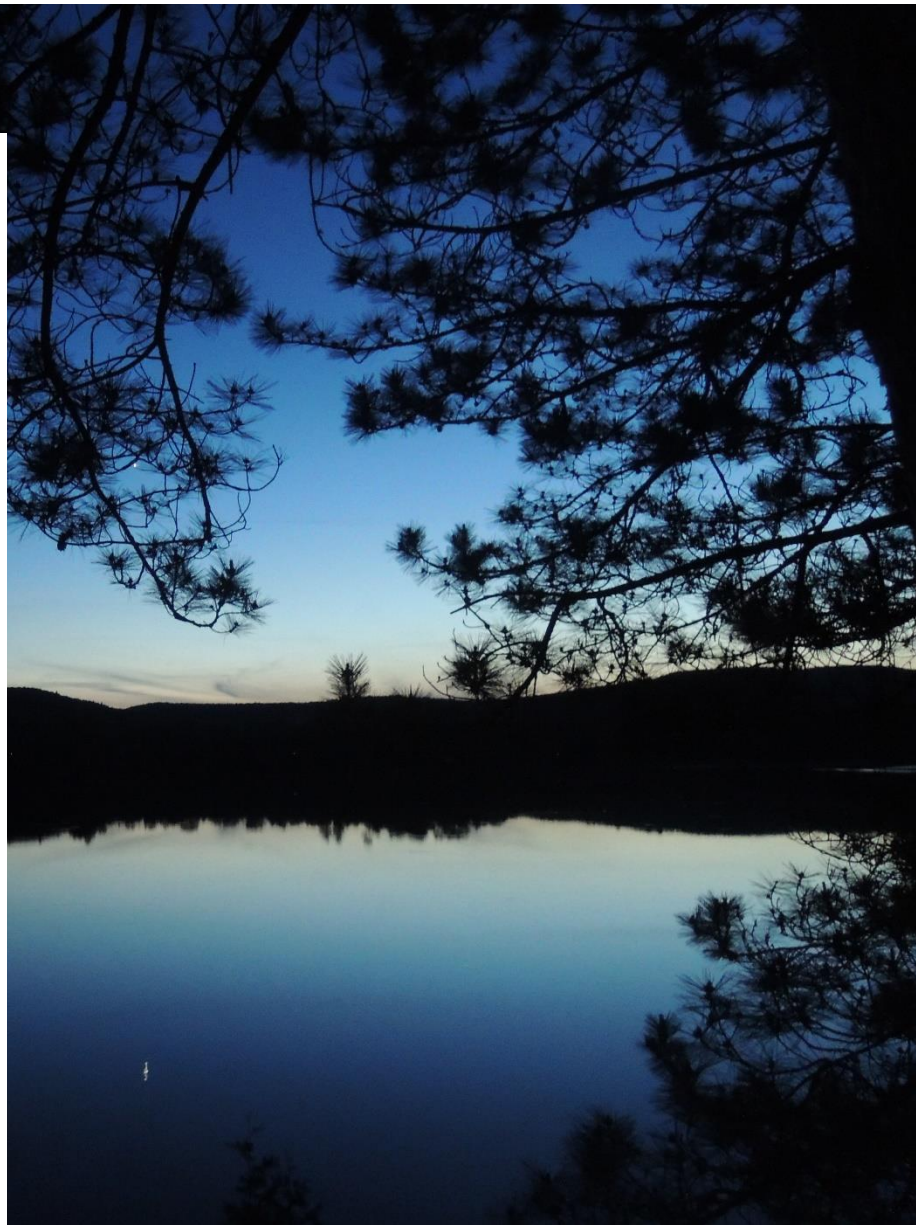


**Société de
criminologie
du Québec**

**RAPPORT
ANNUEL
D'ACTIVITÉ**

2020 - 2021

16 JUIN 2021



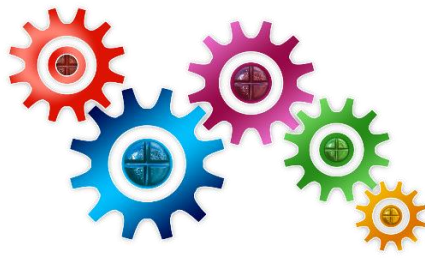


Table des matières

Mot de la présidente	3
Présentation de la Société de criminologie du Québec	4
Le conseil d'administration et l'équipe exécutive	5
Financement de soutien	5
Le conseil consultatif	6
Le membership	6
Activités de l'année 2020 – 2021	7
Les ateliers de sensibilisation « sur mesure »	7
Les balados de la semaine de la réhabilitation sociale	7
Justice en temps de pandémie	8
Le 60^{ème} anniversaire de la Société de criminologie du Québec	9
Le 40^{ème} congrès	10
Présence sur les réseaux sociaux	11

Mot de la présidente

*Chers membres,
Chers partenaires,
Chers lecteurs*

L'année qui vient de s'écouler s'est révélée riche en émotions de toutes sortes : le déménagement de nos locaux, nous sommes maintenant installés au 7333 rue Saint Denis en plein cœur de Montréal ; le départ de notre directrice générale qui œuvrait parmi nous depuis près de 20 ans ; et une pandémie qui a tout chamboulé !

Envers et contre tout, le bilan annuel de la Société de criminologie montre que celle-ci poursuit sa mission avec persévérance.

D'une part, nous avons profité de cette année pour tisser des liens plus étroits avec différents milieux de la justice. L'Association des avocats de la défense de Montréal fait maintenant partie du Conseil consultatif, le président de la Commission québécoise des libérations conditionnelles siège sur notre conseil d'administration, et des rencontres riches, dynamiques et enthousiastes ont eu lieu avec la Direction générale de l'accès à la Justice du Ministère de la Justice du Québec. Nous avons eu également la joie de fêter nos 60 ans d'existence en collaboration étroite avec la Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes, de mettre sur pied des ateliers de sensibilisation sur le thème de la discrimination systémique destinés aux services de police de la ville de Saint-Eustache, de réfléchir à l'idée d'un congrès virtuel avec l'Ordre professionnel des criminologues du Québec et de participer aux travaux de la Chaire Unesco de recherche sur l'éducation en prison.

D'autre part, nos activités témoignent de notre volonté de remplir notre mission avec enthousiasme. Le Conseil consultatif s'est réuni cette année pour une demi-journée de partages particulièrement enrichissants. Nous avons fêté nos 60 ans avec un événement virtuel auquel le public a répondu avec élan. Les balados, publiés au moment de la Semaine de la réinsertion sociale, ont posé des jalons importants sur les enjeux de la réinsertion. Enfin, des ateliers de sensibilisation ont permis que des intervenants de première ligne puissent échanger avec des chercheurs sur leurs réalités.

Pour autant nos défis restent importants : nous avons accueilli une nouvelle directrice générale, madame Pascale Mauchamp-Neuman, en remplacement de madame Caroline Savard ; notre site web et nos moyens de communications sont en pleine restructuration ; et enfin, les conséquences de la pandémie et la lassitude du virtuel nous amènent à devoir reporter, avec grande tristesse, le congrès 2021.

Nous vous donnons toutefois rendez-vous dès cet automne pour des activités, certes de moins grande ampleur qu'un congrès, mais très certainement dynamiques et motivantes !

Au plaisir de vous y croiser et de partager avec vous de bons moments.



Présentation de la Société de criminologie du Québec

La Société de criminologie du Québec est un organisme à but non lucratif, fondé en 1960, qui mobilise des organismes et des personnes concernées par des questions criminologiques et de justice pénale. Elle est un réseau d'échanges interdisciplinaire issu de la recherche scientifique, de la pratique professionnelle et de l'action citoyenne.

Mission

La Société de criminologie du Québec a pour mission de contribuer à l'évolution du système de justice pénale, à l'amélioration des pratiques de prévention, d'intervention et de gestion et au développement d'approches concertées.

Vision

La Société de criminologie du Québec occupe une place centrale dans le partage de connaissances entre les acteurs du système de justice pénale.

Objectifs

- Susciter les échanges et les débats sur des enjeux relatifs à la criminologie et la justice,
- Vulgariser et diffuser des connaissances issues de la recherche et de la pratique,
- Mettre en valeur les bonnes pratiques et les initiatives novatrices,
- Encourager la recherche,
- Contribuer à des actions citoyennes et des approches concertées.

Valeurs

Respect : la Société de criminologie respecte la diversité d'opinion,

Sens critique : la Société de criminologie porte un regard analytique et critique du système de justice pénale, ses rouages et son fonctionnement,

Rigueur intellectuelle : la Société de criminologie s'appuie sur des études scientifiquement reconnues,

Implication : la Société de criminologie prend ses racines dans les actions de ses membres et partenaires,

Justice : la Société de criminologie croit en une justice pour tous, équitable, accessible et humaine

Moyens d'action

La richesse de la Société de criminologie du Québec réside en partie dans la variété et la multiplicité de ses moyens d'action :

- Mettre en place des plate-formes (congrès, activités de réseautage, journées d'études ...) permettant aux praticiens et aux gestionnaires d'échanger sur leur expérience et leur pratique quotidienne dans le double but du perfectionnement mutuel et de la mise en commun des connaissances et des problématiques,
- Développer des outils de diffusion qui permettent notamment aux praticiens et aux gestionnaires de prendre connaissance des changements intervenus aux législations et politiques pénales,
- Reconnaître l'expertise par l'octroi de prix d'excellence à la recherche et à l'intervention,
- Organiser des débats publics permettant la mise en valeur, les avancés ou les enjeux de la justice pénale,
- Entreprendre des consultations auprès des experts, des chercheurs, des praticiens, des gestionnaires et des membres de la Société de criminologie du Québec pour être à même d'établir une position sur les réformes à envisager,
- Faire valoir les points de vue des milieux auprès des autorités législatives ou décisionnelles compétentes. Ceci peut prendre la forme de mémoires, représentations, conférences de presse, articles et autres moyens de communication



Le conseil d'administration

Composition

Afin de représenter le mieux possible tous les champs du système de justice pénale québécois, le conseil d'administration est composé d'administrateurs et d'administratrices bénévoles qui se réunissent sept fois par an lors des rencontres du conseil d'administration et de l'assemblée générale annuelle :

Présidente

- Madame Marion Vacheret, professeure titulaire, École de criminologie de l'Université de Montréal, chercheure pour le Centre de Recherche en Droit Prospectif (CRDP), Université de Montréal

Vice-présidente

- Madame Jocelyne Rancourt, retraitée, procureure en chef adjointe aux poursuites criminelles et pénales, Bureau de Laval, Directeur des poursuites criminelles et pénales

Secrétaire-trésorier

- Monsieur Daniel Bellemare, directeur général, Centre résidentiel communautaire Maison Radisson

Administrateurs et administratrices

- Monsieur Jean-François Bernier, président de la Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Monsieur François Bleau, directeur adjoint, Service de police de la Ville de Saint-Eustache
- Madame Thérèse Boucher, coordonnatrice jeunes contrevenants, Direction adjointe programme jeunesse-réadaptation adolescents et jeunes contrevenants, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal
- Madame Arlène Gaudreault, présidente de l'Association Québécoise Plaidoyer-Victimes
- Madame Amélie Marcheterre, directrice générale adjointe, Direction générale adjointe aux programmes, au conseil et à l'administration, Direction générale des Services correctionnels, Ministère de la Sécurité publique
- Madame Nancy Poirier, Directrice exécutive intérimaire - CRSM - Service correctionnel Canada
- Madame Hélène Simon, Gestionnaire retraitée, ministère de la Sécurité publique du Québec, représentante de la communauté
- Monsieur Gilles Trudeau, secrétaire corporatif, Centre communautaire juridique de Montréal

L'Équipe exécutive

L'équipe exécutive de la Société de criminologie du Québec comprend une seule employée à la direction générale :

- De mars 2020 à septembre 2021 : madame Caroline Savard
- Depuis novembre 2021 : madame Pascale Mauchamp Neuman

Financement de soutien



La Société de criminologie du Québec bénéficie d'un financement triennal de soutien de la part du ministère de la Sécurité publique du Québec et lui en est particulièrement reconnaissante.



Le Conseil consultatif

Le Conseil consultatif de la Société de criminologie du Québec est constitué de soixante membres représentant tous les secteurs de la justice pénale au Québec : communautaire, correctionnel, jeunesse, corps de police, gouvernemental, universitaire, etc.

Le 16 octobre 2020, la Société de criminologie du Québec a réuni - de façon virtuelle - son Conseil consultatif.

Une trentaine de personnes ont répondu à l'appel. Ainsi des cadres et représentants des milieux correctionnels, des milieux communautaires, de la justice, de la prévention, de la libération conditionnelle, de l'intervention auprès des victimes, des droits de la personne, de la santé et des services sociaux, de l'ordre professionnel des criminologues et de la recherche ont partagé leurs préoccupations. Sous la forme d'une discussion en petits groupes suivi d'une réflexion collective en grand groupe, les participants ont ainsi soulevé les grandes questions auxquelles sont actuellement confrontées les organisations pénales et judiciaires. Les impacts de la pandémie ; les enjeux de la libération conditionnelle et de la réinsertion sociale ; le développement de nouvelles pratiques et des recours à la technologie dans les milieux judiciaires et pénaux ; les vulnérabilités des personnes prises en charge ; la professionnalisation des intervenants et les responsabilités des organisations ont été au cœur des réflexions.

La Société de criminologie a retenu de cette rencontre l'importance de mettre en place des activités de transfert des connaissances et de congrès permettant la mobilisation, la connaissance, la reconnaissance et la création de liens entre les communautés et les organismes.

Le membership et la Société de criminologie du Québec

Le membership est très important pour la Société de criminologie. Il nous permet de rejoindre et sensibiliser tous les acteurs du système de justice pénale. La Société de criminologie peut se réjouir d'être le seul organisme au Québec à regrouper à la fois des policiers, des avocats de la Couronne et de la Défense, des juges, des praticiens du domaine correctionnel et social, des chercheurs et des décideurs. En date du 31 mars 2021, la Société de criminologie du Québec compte quatre-vingt-seize membres.

Pour augmenter le nombre de ses membres, les avantages accordés aux adhérents ont été augmentés afin de mieux correspondre aux réalités actuelles et à l'évolution de la technologie. Une nouvelle procédure d'adhésion a été mise en place également pour faciliter les paiements en ligne et alléger les tâches de gestion liées à cette activité. Enfin, l'adhésion est maintenant annuelle, de juin à juin, et une campagne promotionnelle est envisagée ce printemps.

Ateliers de sensibilisation « sur mesure » à la discrimination systémique

Durant les mois d'octobre et de novembre 2020, La société de criminologie a organisé quatre ateliers d'information et de réflexion sur le thème « les minorités, le profilage racial et la discrimination systémique ».

Préparés par deux éminents chercheurs spécialistes des questions reliées aux minorités culturelles et professeurs à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, ces ateliers visaient à permettre à des corps policiers à la fois de mieux connaître les notions de profilage racial, de discrimination et de racisme systémique ; de réfléchir sur le phénomène ; et enfin d'échanger sur leurs préoccupations afin de co-construire une meilleure compréhension des enjeux associés.

Les présentateurs de ces ateliers étaient Mylène Jaccoud, spécialiste des questions autochtones et des minorités culturelles, dirigeant de nombreuses recherches sur la justice en partenariat avec les communautés autochtones- notamment inuit et travaillant sur des questions reliées à la police autochtone ; et Massimiliano Mulone, co-auteur du rapport « Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées », remis au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) en août 2019.

Désirant maintenir sa relation de confiance avec sa communauté, le Service de police de la Ville de Saint-Eustache a sollicité proactivement la Société de criminologie du Québec pour la création de ces quatre ateliers. Divisés en 4 groupes de 20 personnes, tous les policiers ont participé à cette demi-journée de sensibilisation dans le cadre de leur formation annuelle.

Les participants comme les conférenciers ont bien apprécié cette expérience et les échanges auxquels elle a donné lieu.

Activités de l'année 2020-2021

Les balados de la Société de criminologie du Québec

Quatre balados portant sur la réinsertion sociale sont publiés sur notre site internet dans le cadre des activités de la semaine de la réhabilitation sociale. Instaurée il y a 3 ans par l'Association des Services de réhabilitation sociale du Québec (ASRSQ), reconnue par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, cette semaine vise à démystifier la réinsertion sociale ainsi qu'à favoriser le développement de liens et d'une meilleure connaissance de ce phénomène auprès du grand public. Elle a eu lieu du 12 au 16 octobre 2020.

Créés par Nathalie Dansereau, co-animés par François Bérard, directeur général à la Maison St-Laurent et spécialiste de la réhabilitation sociocommunautaire, ces balados explorent le concept de la réhabilitation sociale, de la santé mentale des personnes contrevenantes, de la réalité des femmes incarcérées et enfin du vécu d'un ex-détenu.

Les différents invités de ces balados sont Anne Crocker, professeure au département de psychiatrie et d'addictologie associé à l'université de Montréal; Yannick Charrette, professeur à l'Université Laval ; Elsa Euvrard titulaire de la Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes, Mme Ruth Gagnon directrice générale de la société E. Fry du Québec; M. David Henry directeur général de l'ASRSQ; Patrick, un ex-détenu aujourd'hui réinséré et Mme Arielle Pahlke, réalisatrice du documentaire « Condamnation ».

<https://www.societecrimino.qc.ca/congres/congres-2019-balados.php>



Justice en temps de pandémie

Depuis mai 2020, la Société de criminologie du Québec a débuté des entrevues auprès des membres du conseil d'administration afin de débiter une recherche exploratoire sur *la justice en temps de pandémie*.

Les trois questions utilisées pour les entrevues semi-directives étaient :

1. Comment votre milieu s'est-il adapté et qu'avez-vous mis en place pour vous adapter ?
2. Quels sont les principaux impacts dans vos organisations ?
3. Comment appréhendez-vous le futur ? Qu'est-ce qui va changer à moyen et long terme ?

Les entrevues effectuées couvrent les secteurs suivants :

- Les centres résidentiels communautaires
- Les services de police municipaux
- Les services correctionnels du Québec
- Le service correctionnel du Canada
- Les centres de services juridiques
- La direction des poursuites criminelles et pénales
- Les services aux jeunes contrevenants
- Le milieu universitaire
- Les centres d'aide aux victimes d'actes criminels
- La commission des libérations conditionnelles du Québec

Nous avons également une entente avec l'Association Plaidoyer-Victimes pour traiter les données recueillies à l'aide d'un questionnaire auprès de 243 répondants offrant des services aux victimes. D'ailleurs, ceux-ci ont répondu à 80% favorablement à la pertinence d'organiser une journée de réflexion entre les services aux victimes pour échanger sur les impacts de la crise sur les victimes et les services offerts.

Des rencontres de réflexion sur ce thème avec les différents milieux de pratique seront organisées par la société de criminologie. Nous animerons ces journées ou demi-journées virtuelles, colligerons les échanges et transmettrons un rapport.



Le 60^{ème} anniversaire de la Société de criminologie du Québec

Le 10 décembre 2020, la Société de criminologie a fêté ses 60 ans.

Un atelier virtuel a ainsi été organisé en collaboration avec la Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes, dont **Elsa Euvrard**, professeure à l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval, est titulaire. L'évènement qui a réuni plus de 200 auditeurs avait pour titre : « Les 60 ans de la Société de criminologie ». Introduits par un petit mot présenté par **Marion Vacheret**, présidente de la Société de criminologie 2018 et professeure à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, commémorant les 60 ans de la Société, deux moments forts ont rythmé cet anniversaire.

Dans un premier temps une table ronde réunissant 6 praticiens de tous les milieux de la justice pénale, secteur policier, secteur judiciaire, secteur correctionnel et secteur communautaire a approfondi par des questions le sens de la réinsertion sociale pour les praticiens de ces milieux et le rôle et les responsabilités de chacun, institutions pénales comme citoyens et citoyennes dans ce processus. Les échanges entre **François Côté** – Officier des mesures d'urgence, Sureté du Québec, Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec; **Fady Dagher** – Directeur, Service de police de l'agglomération de Longueuil; **Sara Henningson** – Procureure aux poursuites criminelles et pénales, bureau de Laval; **Chantal Lessard** – Directrice générale, Centre résidentiel communautaire, Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec; **Christine Tremblay** – Directrice des programmes à la Direction générale des services correctionnels du Ministère de la Sécurité Publique et **Audrey Turmel** – Directrice, Direction des orientations et politiques, Direction générale de l'accès à la justice, Ministère de la Justice, précédé par un petit vidéo-montage, ont été riches et dynamiques. Leurs propos ont mis en lumière l'importance du travail en amont de la judiciarisation, à la fois par le rôle des policiers en terme de prévention et de soutien aux citoyens et à la fois par l'individualisation des interventions judiciaires et le développement de programmes de déjudiciarisation. Pour tous, le partenariat entre les différents organismes, partenariat basé sur des échanges et un travail collectif et concerté, est au cœur de ce processus semé d'embûches et d'erreurs de parcours. L'importance de l'éducation, de l'apprentissage, mais aussi du respect et de la réconciliation entre citoyens et contrevenants ont finalement et des éléments partagés quant au déroulement du processus de réinsertion sociale.

Dans un deuxième temps, **Bastien Quirion**, professeur au département de criminologie de l'Université d'Ottawa et chercheur dans le cadre de la Chaire de recherche RÉ(SO) 16-35 – (ré)intégration communautaire, a présenté sous la forme d'une conférence, suivie d'échanges avec le public l'état des connaissances sur le sens et les finalités de la réinsertion sociale dans les politiques et pratiques pénales. Abordant tour à tour les concepts de réforme, de réadaptation et de responsabilisation, Monsieur Quirion a amené les auditeurs à prendre conscience de la diversité de perspectives et de sens que pouvait prendre l'objectif de réinsertion sociale et de leurs implications sur les pratiques professionnelles.

Les présentateurs, les participants et les organisateurs ont exprimé leur vive satisfaction quant au contenu et au format de cet e-Atelier.

Pour visionner les capsules préenregistrées de nos invités ou avoirs accès aux documents écrits :

<https://www.societecrimino.qc.ca/>

À VOTRE AGENDA !

NE MANQUEZ PAS LA PREMIÈRE ACTIVITÉ CONJOINTE ENTRE LA SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC ET LA CHAIRE DE RECHERCHE EN RÉINSERTION SOCIALE DES PERSONNES CONTREVENANTES DU QUÉBEC

AU PROGRAMME

CONFÉRENCE ET CAPSULES WEB SUR LE THÈME DE LA RÉINSERTION SOCIALE - DISCUSSION ET ÉCHANGES

60E ANNIVERSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC

10 DÉCEMBRE 2020, 15H À 17H

Société de criminologie du Québec

CHAIRE DE RECHERCHE EN RÉINSERTION SOCIALE DES PERSONNES CONTREVENANTES

ACTIVITÉ VIRTUELLE GRATUITE

INSCRIPTION EN LIGNE À VENIR



Le 40^{ème} Congrès de la Société de criminologie du Québec **Adaptabilité, innovations, collaborations et engagement : construire l'avenir ensemble**

Le congrès biannuel de la Société de criminologie du Québec est un événement, attendu par un public toujours plus important et plus diversifié. Son objectif est de rassembler et de faciliter les échanges autour de thèmes d'actualité entre professionnels de tous les domaines de la justice pénale.

Pour son 40^{ème} Congrès prévu initialement en novembre 2021, la Société de criminologie s'est associée à **l'Ordre professionnel des criminologues du Québec**.

Dès le mois de novembre 2020, une dizaine de personnes a été sollicitée pour rejoindre l'équipe en charge des différentes étapes de la préparation du congrès. Pour la Société de criminologie du Québec, il est primordial que ce comité organisateur représente bien tous les champs de la justice pénale, et ce pour plusieurs raisons : la diversité des thématiques des conférences, tables rondes et ateliers ; la qualité des présentations et la promotion de l'événement dans tous les services liés au système de justice pénale au Québec.

Les premières étapes ont consisté à choisir un titre pour ce 40^{ème} congrès ainsi que les thématiques des conférences, tables rondes et ateliers, et à élaborer un programme dense, riche et attractif pour l'ensemble des acteurs du système de justice pénale. En raison des conséquences de la pandémie sur l'organisation événementielle, le format virtuel restait privilégié par notre agence de marketing événementiel.

Les modifications régulières et imprévues des conditions sanitaires, les contraintes liées au virtuel comme la lassitude face à ce mode d'échange et l'incertitude entourant l'organisation d'un événement en présentiel qui soit à la hauteur de nos attentes et de nos traditions nous ont cependant obligés à abandonner ce projet pour cette année.

Merci à

François Bleau, Directeur adjoint - Service de police St Eustache

Philippe Boucher, Étudiant, École de criminologie, Université de Montréal

Amélie Couvrette, Professeure, département de psychoéducation et de psychologie, Université du Québec en Outaouais

Julie Desmarais, Gestionnaire régionale des services de santé mentale en établissement, Service Correctionnel Canada

Michelle Dionne, Retraitée - Directrice de la protection de la jeunesse au Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire

Ellen Filippelli et **Catherine Irwin-Gibson**, Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal

Geneviève Lefebvre, Directrice générale et secrétaire, Ordre Professionnel des Criminologues du Québec

Marie-France Loiselle, Retraitée - Service correctionnel Canada

Amélie Marcheterre, Directrice générale adj., Ministère Sécurité publique - Services correctionnels

Nancy Poirier, Directrice exécutive intérimaire - CRSM - Service correctionnel Canada

Yancy Savard, Coordinatrice, Division de la recherche, de la reddition et de l'évaluation de programmes, Direction générale des Services correctionnels - Ministère Sécurité publique

Hélène Simon, Retraitée - Ministère Sécurité publique



Présence sur les réseaux sociaux

Au cours de la dernière année, en dépit de la pandémie, la Société de criminologie a gardé sa page Facebook très « vivante et active » en relayant une quantité impressionnante d'informations pertinentes sur tous les sujets brûlants de l'actualité.

Elle a aussi permis au grand public, via cette plateforme, d'avoir accès aux Actes de notre dernier congrès.

Ainsi, la Société de criminologie a pu maintenir une place de choix dans le partage de connaissances non seulement auprès des acteurs du système judiciaire mais aussi auprès des citoyens en général, en leur permettant d'acquérir de nouvelles connaissances sur le fonctionnement du système judiciaire, ses pouvoirs et ses limites.

**Rendez-vous dès l'automne prochain pour des activités
dont la remise du prix de la Ministre de la Sécurité publique du Québec !**

